



## Les élections régionales en France révèlent la collaboration de classe des partis de gouvernement

Par [Guillaume Borel](#)

Mondialisation.ca, 13 décembre 2015

[Arrêt sur Info](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Histoire, société et culture](#)

Le score du Front National à l'occasion du premier tour des élections régionales qui est arrivé en tête avec 28% des voix met en lumière la dérive vichyste des partis de gouvernement, Les Républicains et le Parti « socialiste ».

La campagne pour le second tour, outre le parti-pris de classe de la presse subventionnée inféodée aux deux partis de gouvernement, a révélé la véritable nature du républicanisme français, un système politique qui n'offre aucune perspective positive aux électeurs français mais joue uniquement sur la construction du danger diabolisé constitué par le Front National.

Le ton a été donné par les principaux organes de presse à l'issue du premier tour, analysé [dans un précédent article](#) et qui soulignait le « choc » que constituait le score du Front National pour les élites intellectuelles relayées par le patronat représenté par Pierre Gattaz. Le succès du parti frontiste était décrit par le journal Libération comme le symptôme d'une France « malade », renvoyant ainsi son électorat majoritairement issu des classes populaires à la débilité mentale.

La stratégie adoptée par le parti « socialiste » a l'issue du premier tour et qui a consisté à retirer ses listes arrivées en troisième position au profit des Républicains pour « faire barrage » au Front National présenté comme un « danger » pour la démocratie, a souligné une fois de plus la collaboration de classe existant entre les deux grands partis de gouvernements auto-consacrés comme les seuls représentants du champ politique légitime. Cette vision du champ politique qui sacralise les seuls représentants des partis dominants comme légitimes, sous ses apparentes justifications morales, revient dans les faits à dénier aux classes populaires toute représentation légitime et consacre le coup d'état permanent des élites dominantes, seules autorisées à accéder à la représentation politique.

L'alibi moral du parti « socialiste », qui masque en réalité son positionnement de classe, réside dans la dénonciation de la xénophobie et de l'islamophobie historique du parti frontiste, comme l'a encore souligné [le premier ministre Manuel Valls](#) entre les deux tours, estimant même que ce dernier pouvait mener la France à la « guerre civile ».

S'il est moralement légitime de condamner la stigmatisation historique des musulmans et des populations immigrées par le parti frontiste, le silence de ce même parti « socialiste » concernant les dérives ouvertement islamophobes des Républicains trahit la manipulation de classe des arguments moraux au profit des partis représentant les classes dominantes. Ainsi, le député Les Républicains Christian Estrosi, en concurrence avec la candidate Front

National Marion Maréchal Le Pen en région PACA, s'est livré au cours de sa campagne à une surenchère raciste qui aurait dû logiquement entraîner les mêmes condamnations morales mais qui a été largement passée sous silence par la majorité au pouvoir et qui a de plus bénéficié d'un blanc seing de la part de son parti. Christian Estrosi a notamment évoqué l'existence d'une « [cinquième colonne islamo-fasciste](#) » en France faisant peser une « réelle menace sur notre civilisation » réactivant ainsi la théorie de la conspiration inspirée du « choc des civilisations » et originellement déployée en France par les réseaux du Front National. Le député maire de Nice a en outre bénéficié [du soutien de Nicolas Sarkozy](#) face à la polémique médiatique qui a vu le jour à cette occasion.

La dérive islamophobe d'Eric Ciotti ne constitue pourtant pas un cas isolé au sein du parti Les Républicains. Son secrétaire national Eric Ciotti s'est également illustré au cours de l'année 2015 par tout une série de propositions et de déclarations ouvertement islamophobes, [il a notamment twitté le 22 avril](#) : « *Nous ne voulons pas que notre civilisation qui, osons le dire, est une civilisation chrétienne, soit diluée.* » reprenant en cela la thématique identitaire chère au Front National. Le 26 septembre, c'est la députée Les Républicains Nadine Morano qui affirmait lors d'une émission sur la deuxième chaîne que la France est un pays « de race blanche » et ajoutait : « *J'ai envie que la France reste la France et je n'ai pas envie que la France devienne musulmane.* »

Ces quelques exemples ne constituent qu'un aperçu de la dérive raciste et islamophobe à l'oeuvre au sein du parti Les Républicains et profondément enracinée au sein des élites politiques de la droite française. On peut notamment rappeler ici les propos racistes du ministre de l'intérieur de Nicolas Sarkozy, Brice Hortefeux, [qui avait déclaré en 2009](#) au sujet d'un militant d'origine maghrébine : « *Quand il y en a un ça va. C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes.* »

On retrouve la même dérive raciste et islamophobe au sein de la presse française, déjà analysée dans [cet article](#).

On constate donc que le fond « anthropologique » islamophobe n'est pas l'exclusivité du Front National mais est au contraire largement partagé par la droite politique française aussi bien que par ces organes de presse. Dans ces conditions, la stigmatisation du seul Front National au principe des valeurs « morales » ne constitue donc qu'un cache sexe destiné à masquer une guerre de classe de la part des élites politico-médiatiques.

Le véritable danger représenté par le Front National et identifié par les élites politiques réside dans le programme économique porté par le parti frontiste, aujourd'hui largement inspiré de l'extrême gauche historique et qui répond aux préoccupations des classes populaires.

Ainsi, le parti Frontiste entend rompre avec la politique des partis dominants de délégation de souveraineté et de démission au profit des structures mondialisées ayant organisé la mondialisation économique néolibérale. Le parti se positionne pour une renégociation de l'ensemble des traités européens au service du recouvrement de la souveraineté économique et de la réindustrialisation de la France et pour une sortie de l'euro afin de renouer avec une politique budgétaire autonome. Sur l'ensemble des problématiques économiques le parti rompt ainsi avec l'idéologie européiste dominante des partis au pouvoir qui a conduit à l'abandon de la souveraineté nationale et à leur mutation de force de gouvernement autonome en organes d'administration et de gestion par délégation au service de structures supranationales. Le Front National version Marine Le Pen a également

opéré un virage surprenant, passant d'un programme économique d'inspiration reaganienne, à un programme largement inspiré des propositions historiques du parti communiste. Le financement des retraites prévoit ainsi d'élargir l'effort financier « *aux revenus du capital pour financer notamment l'ensemble des prestations qui relèvent du principe de solidarité nationale et non du principe d'assurance : minimum vieillesse, bonifications pour enfants, cotisations du salaire parental.* »

Le représentant du patronat Pierre Gattaz a ainsi comparé le programme économique du Front National à celui du Parti Communiste français, affirmant : « *Extrême droite, extrême gauche, c'est la même chose: Mélenchon-Le Pen, même combat.* » Il a été relayé sur ce sujet par la presse subventionnée. Le journal Les Echos titrait ainsi un éditorial du 13 novembre : « [Les aberrantes propositions économiques du FN](#) » estimant que le programme du parti frontiste était un « copié-collé de la gauche ». Horreur suprême, le parti de Mme Le Pen est qualifié par le journal économique « d'anti-libéral », ce qui permet de conclure à son essence proprement « *national-populiste ou national-socialiste* ».

Le magazine économique Challenges renchérit le 10 décembre en affirmant que « [le programme économique du Front national est archinul](#) ». Là aussi, l'organe de presse dénonce le projet horrible de Marine Le Pen qui « *a pris des allures de programme commun de la gauche : hausse des dépenses sociales, des budgets des ministères régaliens, des impôts sur les ménages aisés et les grandes entreprises...* », soit une catastrophe absolue pour les élites libérales en charge d'administrer l'entreprise France au profit du capital mondialisé.

Le véritable crime du Front National, à la lecture de la mobilisation de classe des élites politico-médiatiques ne semble donc pas être son islamophobie traditionnelle largement partagée par le parti de gouvernement Les Républicains et une certaine partie des médias, mais de vouloir remettre en cause la soumission du pays et de ses élites politiques à la mondialisation néo-libérale.

Ainsi, si le Front National est un parti différent selon l'hebdomadaire Challenges, c'est avant tout parce qu'il « *remet en cause nombre de fondamentaux, sur l'Europe, l'économie libérale, l'ouverture des marchés...* »

Le succès du parti frontiste sert ainsi de révélateur de la collaboration de classe de la presse et des partis au pouvoir au service de la mondialisation du capital...

**Guillaume Borel**

L'essayiste **Guillaume Borel** est l'auteur de l'ouvrage *Le travail, histoire d'une idéologie*, qui vient de paraître aux Éditions Utopia.

La source originale de cet article est [Arrêt sur Info](#)  
Copyright © [Guillaume Borel](#), [Arrêt sur Info](#), 2015

Articles Par : **Guillaume**  
**Borel**

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)